

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A sortir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

La course à la mort

L'horrible vision de la guerre future se dessine à l'horizon, et les sinistres ombres, qui attendent dans l'ombre, commencent à éteindre leurs glapissements de joie, terrorisant les foules qui seront jetées, demain, en pâture aux fauves insatiables. La paix — est-ce vraiment la paix ? — est menacée, sans qu'un effort sincère ne soit tenté pour éloigner à jamais le fléau meurtrier, et tous les profiteurs des charniers s'apprêtent à faire, sur les millions de nouveaux morts, la razzia funèbre.

M. Herriot, pacifiste et président du Conseil français — quelle contradiction ! — a prononcé dimanche dernier, au Trocadéro, un discours plein de sentimentalisme, et M. Jouhaux, au nom du prolétariat français, — qu'il dit, — est venu harmoniser la douce musique du chef du gouvernement, sans vouloir se rendre compte que cette association de l'Etat et du Travail était une des plus grosses menaces au maintien de la Paix.

M. Herriot a parlé, et ses paroles, emportées par le vent, ont fait germer un espoir dans le cœur des pauvres mamans, les bercant de la douce illusion que jamais, jamais plus, les petits êtres pour lesquels elles ont souffert ne seront arrachés à la vie, pour être immolés sur l'autel de la patrie.

Et pourtant, il suffit de jeter un coup d'œil autour de soi pour être convaincu du danger, il suffit de ne pas se laisser endormir par les phrases pompeuses des chefs d'Etats pour comprendre que la guerre, plus terrible, plus barbare, plus lâche que la précédente, est à nos portes. Parler de paix à l'heure actuelle et la faire miroiter aux yeux de ceux qui seront bientôt les malheureuses victimes de la guerre, est un crime atroce.

Comment des hommes qui se réclament de la classe ouvrière, qui prétendent couvrir à la réconciliation universelle, osent-ils se rendre complices d'une telle démagogie ? Ce n'est pas de la paix, mais de la guerre qu'il faut parler, et en jetant le cri d'alarme, en laissant la classe ouvrière s'organiser et se défendre contre ceux qui ne vivent que sur la misère et la détresse humaines, peut-être pourrons-nous effacer de notre histoire les pages douloureuses du passé et orienter les peuples vers la paix véritable.

Mais cette paix ne peut être viable dans un cercle de fer et de feu.

La course aux armements est une course à la mort dans laquelle nous serons fatalément entraînés, et nos craintes sont légitimées par la situation instable de la vieille Europe. La guerre se prépare silencieusement, prête à éclater d'une minute à l'autre, et la triste réalité nous surprendra sans que nous ayons le temps et la possibilité de nous réssasier et de nous défendre.

Tout est en place pour le carnage ; un geste, le roulement des tambours, la sonnerie des clairons lanceront l'appel au sacrifice inutile, et l'humanité s'écrasera dans un flot de sang.

La guerre se prépare partout. Ah ! les belles paroles de M. Herriot, que sont-elles en faveur de la paix à côté de celles qu'il prononce quelques jours auparavant à la tribune de la Chambre des Députés, et qui sont un appel au nationalisme qu'a écrit signé des deux mains le sinistre Poincaré ?

Hier, nous signalions que le gouvernement du roi d'Angleterre allait mettre en chantier trois nouveaux croiseurs, que la Grèce menaçait la Turquie, et que le gouvernement hellénique avait mobilisé la classe 1925. Dès lors dans les Balkans les hommes sont sous les armes, prêts à partir et à se jeter dans la fournaise. Pour qui ? Pourquoi ? Ils l'ignorent ; ils ne savent rien, sinon qu'ils doivent se faire tuer, qu'ils doivent mourir pour satisfaire aux appétits de quelques rapaces.

La guerre s'organise industriellement, chimiquement, et son horreur ne fait pas hésiter ceux qui peuvent en tirer profit. Dans le *Quotidien d'Orléans*, matin, M. Jean Bourgogne a tracé l'image fantastique des carnages futurs, espérant faire trembler les fauteurs de guerre ». Hélas ! M. Jean Bourgogne se trompe ; les profiteurs et les mercantiles n'ont pas peur encore de la guerre qui vient. Ils seront peut-être entraînés comme nous dans l'affreux cataclysme, mais la soif de l'or les aveugle, et ils ont cette espérance qu'ils échapperont malgré tout au fléau.

Non, les fabricants de canons et les fournisseurs d'obus ne reculeront pas devant le désastre, s'ils ont assez de puissance pour le déclencher. Leur unique appréhension est la révolte

populaire qui peut se lever pour éteindre le foyer d'incendie allumé par les criminels, et seul le grondement populaire fait reculer les bourreaux.

Mais devant le silence des masses asservies, devant la désunion de la classe ouvrière, les pourvoyeurs de champs de bataille relèvent la tête, et la manifestation de Saint-Brieuc, où trente mille inconscients applaudissent aux paroles belliqueuses du général de Castelnau, accompagné comme toujours des gens d'église, montre suffisamment que la guerre s'organise et qu'un vent de mort plane au-dessus de nous.

Il n'y a qu'un remède, un seul, auquel la classe ouvrière elle-même a pris dans l'engrenage de la société capitaliste est réfractaire : c'est le refus de servir et de fabriquer des engins de destruction. Tant que la classe ouvrière n'aura pas compris que son devoir est de se refuser à fournir au capitalisme les armes qui se retournent contre elle, la guerre subsistera, et toutes les paroles de paix n'empêcheront pas les hommes de s'entre-tuer.

Quelle grande illusion que celle de M. Jean Bourgogne, qui pense « que la puissance illimitée des moyens de destruction (voies microbes, avions, gaz) fera refléchir les monstres qui se croyaient sûrs de n'être pas détruits quand ils envoyaienr les Nations à la boucherie » !

Allons donc ! Avant 1914, l'on nous avait déjà endormis avec cette chanson ; les experts les plus qualifiés affirmaient que la guerre ne pouvait durer plus de trois mois avec les moyens de destruction dont disposaient les adversaires. La guerre dura près de cinq ans, cependant que les responsables étaient tranquillement à l'abri des attaques et du danger. Ce sera pareil demain, si tous les hommes de cœur, désirant sincèrement la paix, ne s'opposent pas, par tous les moyens, à la production des outils meurtriers.

Ce sera le retour à la barbarie et à l'esclavage ; les progrès de la science ne serviront qu'à assouvir les bas instincts d'une minorité d'oisifs et de dégénérés qui se griseront dans les fumées de l'alcool et de la prostitution, pendant que tout ce qui reste de sain dans la population péira sur l'immense bûcher.

Ne parlons pas de paix, si nous n'avons pas le courage de l'imposer, mais organisons-nous pour combattre la guerre. Le militarisme ne « crèvera pas d'obésité », ainsi que le pensait Anatole France et comme le pense encore sincèrement M. Jean Bourgogne, il disparaîtra avec la guerre, lorsque les humains seront capables de s'aimer au lieu de se haïr et que les intérêts collectifs ne seront pas sacrifiés aux intérêts particuliers.

La paix n'illuminera l'Avenir qu'au jour où seront ébranlées les bases de notre société pourrie, et d'un travail utile et fécond nous acheminera vers le grand rêve que nous voulons voir se réaliser.

J. CHAZOFF.

La guerre qui continue

Bourg-en-Bresse, 3 février. — Le tribunal des Pensions vient de rendre un jugement qui sera jurisprudence en l'espèce :

« En 1916, un permissionnaire avait apporté chez lui plusieurs grenades. Ignorant qu'elles étaient chargées, le soldat, devant sa famille et des voisins réunis, voulut satisfaire la curiosité générale et montrer le fonctionnement d'une grenade qui fut explosive.

« L'imprudent, soucieux de protéger l'assistance, relâcha dans ses mains le projectile et fut tué.

« Sa veuve avait réclamé une pension, mais elle fut déboutée, le ministre arguant que le militaire avait commis une faute en rapportant des grenades à son foyer ; qu'il avait désobéi aux ordres supérieurs ; qu'au surplus, un soldat permissionnaire échappait à la surveillance de l'autorité militaire et que, conséquemment, celle-ci ne pouvait être tenue responsable.

Sur pourvoi de la veuve, le tribunal des pensions a décidé que le soldat était couvert par la loi sur les pensions malgré la faute qui lui incombe, attendu que cette faute consistait en une imprudence qui ne se serait pas produite si la guerre n'avait pas eu lieu.

Il a donc estimé que le militaire avait pu se procurer des grenades ; que l'accident s'était effectivement produit à l'occasion du service, et il a conclu n'accordant une pension à la veuve. »

Ces instruments de mort, qui ont encore en eux toute la nocivité du crime, devraient être à jamais détruits, et il ne devrait plus se trouver un être humain pour en fabriquer d'autres.

La signification réelle de l'agitation Sacco-Vanzetti

L'HYPOCRISIE DEMOCRATIQUE

Plus d'ambassade au Vatican mais un représentant auprès du saint Siège pour l'Alsace et la Lorraine

Il y a désormais trois mois, c'est-à-dire depuis le jour où le juge Thayer prononça son terrible « non », que nous continuons notre campagne en faveur de Sacco et de Vanzetti, campagne qui s'intensifie chaque jour davantage, car désormais, depuis l'envoi de Vanzetti dans un asile criminel, le terrible drame qui se joue depuis quatre ans sur les épaulas de deux innocents nous semble aller vers son épilogue.

En trois mois, rares sont ceux qui se sont associés à notre cri de protestation contre l'ignoble comédie judiciaire sans précédent dans l'histoire de la magistrature du monde.

Nous ne attendions certainement pas de la part de la presse réactionnaire prompte à lancer contre les anarchistes la haine uniquement parce qu'ils sont anarchistes, une aide quelconque. Nous attendions au contraire des journalistes de gauche, de toutes les personnes de cœur, de tous ceux pour lesquels le mot « Justice » n'est pas vide de sens, de la presse communiste comme de celle d'avant-garde en général, un peu de solidarité. Hélas ! bien rares sont ceux qui ont répondu à notre appel.

Les journaux du Bloc des gauches ont-ils fait assez de bluff à propos des rapports de Marienne et du Saint-Siège. Le gouvernement ne pouvait pas capituler sur ce point important. Malgré les rumeurs de Briand, Herriot tiendra bon. La grande séance arriva et le président du Conseil fit un grand discours. Briand était bien « assis ». La République française allait rompre toute relation avec l'Eglise.

Dès discours on est bien forcée, tôt ou tard, d'en venir aux actes. C'est alors que la chanson change de ton.

M. Herriot a pris le goût des applaudissements unanimes. Son récent couplet à la douce et grande Patrie lui a valu un trop grand succès sur tous les bancs de la Chambre pour qu'il ne soit pas tenté de le renouveler en toutes circonstances et sur tous les sujets qui lui seront offerts.

Supprimer tout de go et pour de bon, l'ambassade au Vatican, voilà une mesure qui risquerait de faire perdre à M. Herriot un peu de cette chère popularité parlementaire dont il est si fier.

Aussi s'est-il décidé à arrondir les angles. D'une part, le gouvernement ne propose pas un brutal ordre du jour supprimant l'ambassade auprès du Saint-Siège. On se contente de donner le sens de la suppression au rejet d'une demande de renvoi du chapitre 9 du budget des Affaires étrangères auquel ne figurait aucun crédit pour l'ambassade au Vatican.

D'autre part, le président du Conseil demande le vote d'un crédit de 58,000 francs pour l'envoi auprès du Saint-Siège d'un représentant chargé spécialement des affaires d'Alsace et de Lorraine.

Ainsi l'actuel ambassadeur au Vatican n'a point besoin de se déberger. Il peut rester à Rome. Il changera tout simplement de titre : de représentant de la France tout entière, il se muera en représentant des affaires d'Alsace et de Lorraine. Mais, à l'occasion, il pourra servir de truchement auprès du Saint-Siège — pour les affaires de la République.

Toute l'hypocrisie politique du Bloc des gauches se trouve admirablement symbolisée dans cette manœuvre vaticane.

Ammnistie sans amnistie.

Suppression du bagnu — sauf pour ceux qui y sont déjà.

Abolition de Biribi et maintien des chouchous qui continueront à se servir en d'autres lieux.

Le coup du représentant d'Alsace-Lorraine auprès de la Papauté, voilà la fin des malices Herriotiste. C'est tout le moins que nous avons obtenu.

Tous les tracts et les bouillons du *Libertaire* furent très bien accueillis. On se les distribua. J'entends toujours ce vieux copain ouvrier fourvoyé dans le P.C., nous dire : « Serre-mi la main, camarade, et vive l'Unité ! »

Franches et cordiales poignées de mains avec tous ces travailleurs, oui, mais ne croient pas, en lisant ceci, en une entente établie d'avance avec les états-majors dans le genre des défunts comités d'action. Ah non, rien de tout ça...

Ce fut surtout le jour de l'affirmation de la spontanéité populaire. L'incident Vialant-Couturier ne fut qu'un à-côté sans importance, et puisque l'on est sûr du sujet, demandez donc un peu aux journaliers si bien renseignés pourquoi l'on ne dit pas l'arrestation de notre ami Bridoux et d'un copain du groupe de Limoges, de passage à Lille, pour distribution de tracts.

Il serait pourtant nécessaire de causer de cela, vous verrez par là que la race des Boisillous, de l'affaire Girier-Lorion, existe encore par ici.

Dès le début, face à toute la faillite morale, nos amis répandaient leurs tracts et leurs journaux. Dans un groupe péroraient une lumineuse du P.C. et des syndicats unitaires : « Je constate que les anarchistes peuvent distribuer, pendant que nous combattions nous sommes poursuivis. » Vous entendez cette insinuation ignoblement calomnieuse. Tas de lâches, qui n'avaient pas le courage de relever la provocation du sieur Hudel...

Mais, j'allais me fâcher... Il ne faut pas oublier que s'il y avait de ces élites sectaires et répugnantes, la grande masse, au contraire, était heureuse de clamer ses désirs de vengeance, et nous souhaitons la voir de temps à autre se réveiller comme elle fut le faire dans la journée du 1^{er} février.

LA MANIFESTATION DE LILLE

Grandiose démonstration populaire

Voici des détails complémentaires sur la magnifique réponse donnée par le prolétariat du Nord aux menaces des Daudet et aux provocations des fascistes français.

Ce fut la foule des grands jours. Les quotidiens lillois annoncent 20,000 manifestants. Certes, il ne fut pas facile d'évaluer le flux populaire qui déferla dans les grandes artères et sur les grands boulevards de Lille. Disons tout d'abord que cette démonstration ne ressemblait aucunement à celles que nous avons l'habitude de voir ici dans le Nord et qui se déroulent quatre par quatre, au pas cadencé, bien ordonnées, sans notes discordantes, et pour le plus grand profit des tambours-majors de la police.

Ici, au contraire, ce fut le beau désordre, effet de l'art populaire. Tapageuse, aux cris multiples, à la belle cohue indisciplinée, foule en marche vers des nouvelles destinations, la masse des parias qui envahissaient les quartiers bourgeois, jetait vers les balcons des richards ses cris de haine et de vengeance. Plébie en révolte, anciens bagnards, mères et pères de famille miséreux, pauvres P. C. D. F. qui rougissaient de honte d'avoir porté la casaque militaire, il y avait de tout cela dans le cortège.

Ah ! messieurs les politiciens, ne criez pas trop victoire ! N'espérez pas trop une préparation pour la future foire électorale, vous pourriez déchanter.

En général, les travailleurs socialistes, communistes et anarchistes fraternisaient. On voyait briller dans les yeux de tous le désir d'union ouvrière. Spectacle peu banal, à côté l'un de l'autre, on apercevait un copain portant sur sa casquette le *Libertaire* et un autre *l'Humanité*. C'est tout juste s'ils n'avançaient pas bras dessus bras dessous. Et les cris : « Amnistie ! A bas Daudet ! C'est un filou ! Il faut le pendre avec la corde au cou ! A bas la camloté ! Hou ! Hou ! les fascistes ! Vive l'Anarchie ! Vivent Sacco et Vanzetti ! » Beaucoup de femmes. Allons, tant mieux, les tricotées de 33 sont ressuscitées...

Tous les tracts et les bouillons du *Libertaire* furent très bien accueillis. On se les distribua. J'entends toujours ce vieux copain ouvrier fourvoyé dans le P.C., nous dire : « Serre-mi la main, camarade, et vive l'Unité ! »

Franches et cordiales poignées de mains avec tous ces travailleurs, oui, mais ne croient pas, en lisant ceci, en une entente établie d'avance avec les états-majors dans le genre des défunts comités d'action. Ah non, rien de tout ça...

Ce fut surtout le jour de l'affirmation de la spontanéité populaire. L'incident Vialant-Couturier ne fut qu'un à-côté sans importance, et puisque l'on est sûr du sujet, demandez donc un peu aux journaliers si bien renseignés pourquoi l'on ne dit pas l'arrestation de notre ami Bridoux et d'un copain du groupe de Limoges, de passage à Lille, pour distribution de tracts.

Il serait pourtant nécessaire de causer de cela, vous verrez par là que la race des Boisillous, de l'affaire Girier-Lorion, existe encore par ici.

Dès le début, face à toute la faillite morale, nos amis répandaient leurs tracts et leurs journaux. Dans un groupe péroraient une lumineuse du P.C. et des syndicats unitaires : « Je constate que les anarchistes peuvent distribuer, pendant que nous combattions nous sommes poursuivis. »

Vous entendez cette insinuation ignoblement calomnieuse. Tas de lâches, qui n'avaient pas le courage de relever la provocation du sieur Hudel...

Mais, j'allais me fâcher... Il ne faut pas oublier que s'il y avait de ces élites sectaires et répugnantes, la grande masse, au contraire, était heureuse de clamer ses désirs de vengeance, et nous souhaitons la voir de temps à autre se réveiller comme elle fut le faire dans la journée du 1^{er} février.

Pour le Comité de résistance : Hoche MEURANT.

P.-S. — Pour rassurer les copains, je dois ajouter que Bridoux fut relâché presque aussitôt et le camarade de Limoges après la manifestation. Oui, mais... pour les indécritables, je tiens le nom du fromagiste à leur disposition.

Police

La situation en Allemagne

par Rodolphe ROCKER

Il n'est pas si facile de rendre un compte exact de la situation actuelle en Allemagne. Toute la situation politique est toujours si vague et indéfinie que personne ne peut dire quelle sera la voie du développement politique ultérieur. Plu-sieurs croyaient que les dernières élections apporteraient une claire solution et créeraient une certaine voie pour la politique du gouvernement et pour ses relations avec l'extérieur.

Mais cet espoir fut trompé, aboutissant à un désespoir amer; les résultats des dernières élections ont aggravé la crise politique intérieure. Jusqu'à maintenant, il a été impossible de fonder un gouvernement s'appuyant au Reichstag sur une forte majorité.

Les partis de gauche ont compté, à coup sûr, sur une désastreuse défaite électorale des Allemands nationaux. Ce parti est celui de la réaction allemande. Il compte dans ses rangs tous les éléments conservateurs et monarchistes et surtout les « junks » prussiens et les grands propriétaires ruraux.

Les chefs parlementaires du parti allemand national se sont gravement compromis dans le dernier Reichstag. Ce même parti qui, auparavant, menait une campagne véhément contre le plan Dawes et appelait trahie celui qui aurait voté pour cet accord, a, justement avant le vote, radicalement changé sa tactique.

La moitié de ses représentants au Reichstag a voté pour et l'autre moitié contre l'accord. Seulement, de cette façon, il a été possible à l'ancien gouvernement d'obtenir une majorité parlementaire.

La cause de ce changement était des négociations à l'insu de leurs membres avec les partis gouvernementaux et, après avoir reçu la promesse d'obtenir trois ou quatre places ministérielles, ils vendent au gouvernement la moitié de leurs voix. Ainsi les grands patriotes allemands ont vendu leur dignité politique et leur conviction pour quelques fauteuils ministériels après que leur presse eût, auparavant, attaqué avec rage les « Iratres » qui vendent l'Allemagne aux Alliés.

C'est pourquoi on a compté que les Allemands nationaux subiraient une défaite épouvantable aux élections et que les partis se disant républicains auraient une victoire complète. Mais le résultat fut tout à fait autre. Les Allemands nationaux ont non seulement maintenu leur vieille position au Parlement, mais ils ont encore gagné quelques places. C'est pourquoi la situation actuelle est la même qu'avant et, sous certains rapports, est bien pire.

Si le parti populaire, qui est celui de la grande industrie en Allemagne, était d'accord pour créer une coalition gouvernementale comme l'ancienne, il y aurait une issue; mais ce parti ne veut pas que les Allemands nationaux fassent partie de ce gouvernement, et cela ne fait qu'aggraver la crise politique.

Le parti populaire allemand est aussi monarchiste, mais ses chefs sont d'avis que, maintenant, la question « monarchie ou république » ne doit pas être posée du tout, car le temps pour une nouvelle monarchie n'est pas encore arrivé.

Comme parti républicain proprement dit, il n'y a que les social-démocrates et les démocrates. Quoique le parti catholique, le centre, s'apparente aussi à la république, la plupart de ses partisans sont capables, dans un moment critique, de vendre leur conviction et la république, pourvu que celle leur soit profitable.

Le nombre des voix républicaines s'était augmenté pendant les dernières élections. Mais les partis sont épouvantablement brisés. Les 30 mandats que les socialistes ont gagnés n'ont aucune valeur, car il y a trop de petits partis, desquels dépendait la situation pendant les élections dernières.

26 partis étaient en lutte. Presque la moitié n'ont obtenu qu'un seul représentant. La plupart de ces petits partis, qui ont eu le bonheur de gagner quelques sièges au Reichstag n'ont pas une ferme ligne de conduite. On ne peut pas s'y fier et malgré cela, ce sont eux qui ont la solution dans leurs mains, dans l'étrange constellation parlementaire actuelle.

Ceux qui ont été vaincus pendant les élections dernières ce sont les partis extrémistes de la droite et de la gauche. Les « folkloriques » ou « nationaux socialistes », qui se groupent autour de Ludendorff et de sa bande militaire et antisémite ont subi une grande défaite et dans plusieurs localités ils ont perdu presque 2/3 de leurs voix. Ce parti n'était qu'un produit artificiel cultivé par l'argent de grands capitalistes, qui voulaient s'en faire un outil contre le mouvement ouvrier.

Tant que le fascisme n'était dirigé que contre les ouvriers, les rois de l'industrie allemande étaient tranquilles, mais aussitôt Ludendorff et ses partisans ont voulu faire leur propre politique, ils leur ont refusé la subvention matérielle.

Les communistes, qui n'agissent qu'exclusivement sous les ordres de Moscou, ne peuvent, pour cette raison, gagner une grande influence, car il est impossible qu'un parti ne soit qu'un outil pour la politique extérieure d'un état paisible. Cela est possible pour un court laps de temps, mais pas pour toujours. Pendant la période d'inflation, quand les masses étaient désespérées, beaucoup de monde a voté pour les communistes. Mais l'enthousiasme pour le « communisme » n'était qu'un feu de paille qui s'éteignit bientôt. Le fait que le parti communiste a perdu plus d'un million de ses électeurs signifie qu'une piraterie radicale ne suffit pas pour maintenir un parti.

Pendant les derniers 18 mois, les communistes ont employé tous les moyens, pour avoir un succès décisif. Leurs chefs révèlent d'une alliance avec les « folkloriques ». Pendant l'invasion de la Ruhr ils allèrent ensemble dans le même rang avec les pires réactionnaires nationalistes et le comte Reventlow, un des pires réactionnaires en Allemagne écrivait des articles dans la « Rote Fahne ». Le « Drapeau Rouge », organe officiel du Parti communiste allemand, n. d.) pour créer une plate-forme commune entre les nationalistes et les communistes.

Ruth Fischer, le leader radical du parti s'était jeté dans les armes de l'anarchisme pour gagner la sympathie des étu-

dants nationalistes ; mais tous ces moyens étaient vains. Ils ne pouvaient pas empêcher que l'influence du parti devienne de plus en plus faible. Si ce n'était pas la riche subvention financière de Moscou, le parti se serait réduit à une poignée de sectaires comme le parti dit des « indépendants ».

Pendant les dernières élections, les communistes ont concentré toutes leurs forces contre la social-démocratie. On a tout à fait oublié qu'en Allemagne existaient aussi des capitalistes, des Allemands nationaux et des militaristes.

Les moyens par lesquels les communistes ont combattu la social-démocratie étaient parfois si grotesques qu'on ne peut comprendre comment des individus jouissant d'une saine raison pouvaient se servir des moyens pareils. En voilà un exemple :

Il y a quelques semaines eut lieu à Hanoï le procès du meurtrier Haarmann, qui a tué plus de vingt-cinq jeunes gens.

Cela n'avait sûrement rien à faire avec la politique. Cependant, pendant les élections, les communistes ont lancé un tract dans lequel on pouvait lire : « Si vous êtes d'accord avec Haarmann, votez pour la liste des social-démocrates ! »

Cette tactique était si ignoble qu'elle ne pouvait que repousser les masses, et nul doute que des centaines de mille d'électeurs qui l'autre fois votaient pour les communistes, voteront cette fois-ci pour les social-démocrates.

Tandis que la situation politique est encore très vague, la situation économique reste toujours très critique, malgré que le marché se soit stabilisé, et que le terrible temps de l'inflation soit passé.

Dans cette période, les ouvriers allemands ont perdu non seulement la journée de huit heures, mais leur situation est aujourd'hui bien pire.

Le salaire est si bas qu'il suffit à peine à soutenir le corps.

L'ouvrier métallurgiste anglais gagnait avant la guerre 20/0 de plus qu'un ouvrier métallurgiste allemand. Maintenant il gagne le double. L'ouvrier allemand du bâtiment gagne aujourd'hui le quart de ce que gagne l'ouvrier anglais du bâtiment. Et cet état de chose régne dans la plupart des industries.

A cela s'ajoute l'épouvantable chômage. Bien que ce chômage se fit un peu amoindri pendant les derniers deux mois, il y a encore des milliers d'ouvriers qui sont sans travail depuis longtemps.

En même temps, les grands propriétaires ruraux veulent introduire un système de « la douane de défense » pour mettre des impôts sur les vivres d'exportation, et pour pouvoir augmenter les prix à l'intérieur du pays. Ils menacent le gouvernement d'un boycottage de la ville par les paysans.

Littérature, théâtre, art, sont aujourd'hui des articles de luxe pour les masses allemandes. Les plaisirs spirituels ne sont pas accessibles aux masses des travailleurs, car leurs salaires sont si bas qu'ils suffisent à peine pour satisfaire aux nécessités de la vie.

Mais aussi les relations entre les gouvernements alliés et l'Allemagne sont devenues de nouveau, depuis les dernières semaines, des plus critiques, et il semble que les réactionnaires des deux côtés travaillent avec toutes leurs forces pour provoquer une catastrophe.

(Traduit de la « Freie Arbeiter Stimme ».)

Aux mercantils de la ferraille

Est-il vrai que vous avez eu l'audace de nommer un chef de personnel qui sera rétribué par la Chambre Syndicale patronale ?

Ceci dans un but de vous désorganiser, en balançant les militants syndicalistes, communistes et anarchistes qui, eux, doivent vous gêner dans vos chantiers.

Mais pourtant, n'êtes-vous pas organisés, vous autres, et dans un but intéressé ?

Et bien, nous aussi, nous le sommes, et nous ne voulons pas que vous nous contestiez le droit de l'être.

Les camarades travaillant dans la ferraille me chargent de vous prévenir qu'ils ne feront pas bon accueil à ce M. d'Orléans qui a la faiméant d'accepter ce triste travail, et je tiens à le rendre responsable des mesures que pourraient encourrir nos familles, et, s'il n'a pas trouvé des hommes décidés dans les usines qu'il a visitées, il pourra faire connaissance avec nos chaussettes à clous.

S'il a le courage de venir nous gêner dans notre propagande, il nous trouvera devant lui.

Peut-être que ce De Wendell, gros manipulateur de la ferraille, ne se sent plus à son aise en nous voyant organisés.

Cela ne nous empêchera pas de travailler pour notre éducation et surtout pour abolir ce capital responsable de l'assassinat de quinze millions de nos frères dans ce carnage mondial de 1914-1918.

A vous, camarades ferrailleurs, je vous demande de vous sentir les coudes pour pouvoir agir à notre manière, à la première visite de ces tristes individus qui ne tiennent qu'à voir disparaître tous les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière.

XICRAL

Des abusés du Cartel se suicident

Tués littéralement par la vie chère, deux petits rentiers, deux pauvres diables, deux de ces êtres pour qui l'avènement du Cartel aurait dû être l'entrée dans le paradis des promesses réalisées, se sont suicidés hier à Sèvres. Ecoutez, c'est lamentable : « Tous deux se mirent au lit, laissant ouvert le robinet à gaz. Bientôt la femme, trouvant sans doute que la mort était trop lente à venir, se leva, s'étendit à terre, et se plaça le tuyau d'arrivée du gaz directement dans la bouche.

« Hier matin, des voisins, pressentant un malheur, prévinrent le commissaire de police.

« Lorsque le magistrat arriva pour forcer la porte du logement, la mort avait fait son œuvre. »

Ruth Fischer, le leader radical du parti s'était jeté dans les armes de l'anarchisme pour gagner la sympathie des étu-

LE LIBERTAIRE

A TOURS

Sauvages !

Une nuit de la semaine dernière, deux flics de la sûreté faisaient une ronde. Tout à coup, alors qu'ils étaient rue de Bordeaux, ils entendirent une voix crier : « Au secours » dans la rue Charles Gilles, ils y coururent et virent un groupe de trois personnes, dont un soldat qui se sauva parce qu'il était sorti sans permission ; les flics le rejoignirent, et tout à coup le soldat sortit sa main de sa poche et au même instant un des flics tira un coup de revolver sur ce militaire, lui occasionnant deux blessures au bras.

Ainsi donc, lorsque nous passerons près d'une de ces bourriques, nous ne pourrons plus mettre nos mains dans nos poches — même pour en retirer notre mouchoir — sans se voir abattre par ces assassins-légaux.

Comment veut-on qu'il n'y ait pas de criminels, alors que ce sont les flics, qui sont les premiers, enseignant l'assassinat. Sauvages, va !

Louis GERMINAL.

Les martyrs du Rail

PARIS A DEUX HEURES DU MATIN

Nous devions, ce jour-là, entrer en gare à minuit ; mais une panne nous ayant immobilisé deux heures sur la voie, c'est donc à deux heures du matin que nous stoppons en gare de Lyon ! Une foule en délire nous attendait, et dans cette foule un bruit stupide circulait de bouche en bouche : « Il y avait eu, paraît, une catastrophe ! Nous avions tamponné un train de marchandises du côté de Nevers ! Tous les voyageurs étaient tués, ou n'en valaient guère mieux ! Il y avait juste le chauffeur et le mécanicien qui avaient sauvé leur peau, parce qu'ils n'avaient pas eu peur de sauter sur la voie et de laisser le train s'en aller tout seul à l'irréparable ! Alors que, — s'ils avaient voulu —, ils auraient pu arrêter le train et prévenir les voyageurs qui seraient descendus ! Mais on avait arrêté ces deux criminels, et bientôt on aurait le plaisir de voir leurs têtes tomber sous le coupeur ! Ce serait toujours une consolation ! La compagnie cachait la chose et disait que le retard était dû à une panne ; Mais allez, on était fixé ! »

Et là-bas, dans le petit logis de Montmartre ma compagnie malade ! Je la connais ! Elle est nerveuse et impressionnable ! Dans quel état vais-je la trouver ? Comme un fou je m'engouffre vers la sortie ! Dehors, quelle guigne ! Une averse me glace le sang ! Heureusement, à deux pas le métro ! Je bondis vers l'entrée, tut, une grille de fer ! Le Métro est fermé ! J'oubliais qu'il était deux heures du matin ! Que tout Paris dort ! Qui n'y a plus ni tram ni métro ! Un taxi ? Je n'en vois pas ; Ils dorment aussi les taxis ! Attendre cinq heures ? Jamais ! Ma compagnie serait morte d'angoisse ! Ma foi, tant pis ! J'en mourrai pas pour ça ! Je prends le pas de gymnastique ! En cinq minutes, j'ai traversé la rue de Lyon et la place de la Bastille ! Un quart d'heure après je suis place de la République ! Je m'arrête pour respirer ! — Ouest-ce qu'il veut celui-là ? Il s'approche de moi, une voix douce, calme : « C'est pas toi, le giron du coin ? » Je ne suis pas méchant, mais il l'auro vuou ! Mon poing se lève et s'abat sur sa sale gueule, ca fit « flac ! » Qu'est-ce que j'ai fait, bon Dieu ! Maintenant j'en ai cinq sur le dos ! Appuyé contre un mur, j'attends ! Malheur au premier ! Qui ? Moi ! Les bêtises ! Les voilà qui se sauvent ! Je suis bête, je n'avais pas vu deux flics qui rappelaient ! Je suis leau ! L'autre qui râle, à mes pieds, la face dans la boue ! Mais quoi ? Les flics ? Où sont-ils ? Ils ont vu la bigorne, et ces braves sont barrés ! Je respire !

Et comme trois heures et demie sonnent je franchissois le seuil de ma chambre ! Quel spectacle ! Deux voisines malfris sont à grand-peine ma compagne, en proie à une crise de nerfs ! Je bondis vers elle ! Mais deux grands yeux hagards, dilatés par la peur, me fixent ! Elle me repousse avec horreur, et une voix de démente s'écrie : « Arrêtez-le ! C'est lui qui a fait dérailler le train ! Arrêtez-le ! A l'assassin ! » Et une voisine me glisse à l'oreille : « Allez bien vite chercher le docteur ! »

Le lendemain mon tâcher me prit à part et me dit : « Je regrette de vous le dire, car vous êtes un bon garçon ! Mais avec la femme que vous avez, ça ne peut pas durer ! C'est trop ennuyeux pour les voisins ! Aussi vous me feriez bien plaisir de vous chercher un autre logement le plus tôt possible ! »

Je le lui promis....

Maurice BEAUDIMENT.

LES SPECTACLES

Opéra. — 20 h. 30 : Padmavati ; Le Triomphe de l'Amour.

Opéra-Comique. — 20 heures : La Vie de Bohème ; Paillasse.

Gaîté-Lyrique. — Rip.

Trianon-Lyrique. — 20 h. 30 : Les Saltimbanques.

Comédie-Française. — 20 h. 45 : La Reprise.

Odéon. — 20 h. 30 : Sapho.

Porte-Saint-Martin. — Peer Gynt.

Atelier. — Voulez-vous jouer avec moi ?

Comédie des Champs-Elysées. — Le Mariage de M. Le Troubadec.

Studio des Champs-Elysées. — Mademoiselle Julie : Déjeuner d'Artistes.

Théâtre des Arts. — Tota Muller...

Nouvel-Ambigu. — Reine d'amour.

Théâtre de l'Avenue. — Pépète.

Mathurins. — Natchalo.

Fémina. — Bel Amour.

Albert-Ier. — Le Nom ; U. Taper.

Maison de l'Œuvre. — Le Génie camouflé.

CABARETS

Noctambules. — Hyspa, Cazol, R.-P. Groffe,

La Bastia ; la Revue.

La Vache-Enragée. — Maurice Hallé et les chansonniers.

...

Jean MARESTAN

...

...

...

...

...

...

...

...</

A travers le Monde

ALLEMAGNE

LES INDEMNITES AUX MAGNATS DE LA RUHR

Une motion communiste au Reichstag

Au cours de la séance tenue hier après-midi par le Reichstag, le communiste Stoecker a proposé, au nom de sa fraction, de désigner une commission d'enquête de 18 membres chargée d'examiner la question des crédits accordés par le gouvernement du Reich aux industriels de la Ruhr.

Dans cette commission siégeraient les représentants des partis et 18 membres de la Ruhr.

En outre, les communistes ont demandé la mise en accusation des gouvernements Cuno, Stresemann, Marx et Luther. Comme, d'après la Constitution, une motion de ce genre doit réunir au moins 100 signatures pour pouvoir être discutée au Reichstag, les communistes se sont contentés de déposer sur le bureau du président le texte de cette proposition.

L'ex-chancelier Hermann Müller a rappelé ensuite que sa fraction avait déjà énoncé une proposition touchant à la nomination d'une commission d'enquête, mais qu'elle attendait le mémoire du cabinet Luther pour mettre au point ladite proposition.

ANGLETERRE

LE CHOMAGE DIMINUE

Le ministère du travail annonce qu'à la date du 26 janvier, le nombre des chômeurs touchant une allocation était de 241.000, soit 28.731 de moins que la semaine précédente et 79.518 de moins que le 26 janvier 1924.

L'AFFAIRE ROBINSON

Le grand jury de la cour centrale criminelle de Londres, qui équivaut à la chambre des mises en accusation, a décidé aujourd'hui le renvoi devant les assises de Hobbs, un des complices de l'escroquerie dont fut victime le râja sir Hari Singh, le monsieur A... de l'affaire Robinson. Le président fit remarquer que le prix de 150.000 livres sterling — ou plutôt 300.000 livres sterling, puisqu'il y eut deux chèques dont un seul fut encassé — était censé représenter le prix de la vertu de Mme Robinson.

« C'est beaucoup, ajouta le juge, 150.000 farthings auraient représenté plus exactement le prix de cette vertu ! »

Il est vrai de dire qu'au taux actuel du change, la vertu de Mrs Robinson vaudrait encore ainsi près de 14.000 francs.

EGYPTE

LA REPRESSION CONTINUE

Il faut au gouvernement anglais des victimes, et les agents de l'empire continuent à arrêter à tort et à travers tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir participé au meurtre du Sirdar Sir Lee Stack.

Une simple dénonciation, appuyée sur aucune preuve, est suffisante pour provoquer l'arrestation de malheureux innocents et c'est ainsi que deux Egyptiens se voyant surveillés et ne voulant pas tomber dans les griffes de la police décidèrent de quitter la région et de traverser le désert déguisés en bédouins.

Des agents du service secret se déguisent également en bédouins et prirent le même train que les fugitifs quand ils quittèrent Alexandrie. Arrivés à la station d'Hamman ils firent arrêter le convoi et revolver au poing obligèrent les deux Egyptiens à les suivre.

C'est ainsi que la perfide Albion respecte la liberté individuelle de ses coloniaux.

HEDJAZ

UNE ATTAQUE DES WAHABITES

Le Caire, 3 février. — Une information de La Mecque annonce que les Wahabites ont prononcé la nuit dernière plusieurs attaques contre des villages situés près de Jeddah, où réside le roi Ali depuis l'abdication de son père Hussein.

La question

NOUVELLE

par Brutus MERCEREAU

J'ai cru un moment que je tombais dans le triste royaume des frépasseés. J'en suis revenu, grâce au Ciel ! et vous suis bien reconnaissant de m'avoir aidé à me tirer de ce fâcheux métier. Il n'est tel, voyez-vous, bonnes gens, que d'approcher le malencontre de près, pour prendre un peu goût à la vie.

— Avouez-vous ? demanda le juge.

— Ma foi, dit Thomas en manière de réponse, je dois avouer avant toute chose, que je boirais bien un coup. Votre foute pendaison m'a bougrement altéré, et comme disent les Saintes-Ecritures, au chapitre traitant du bien-vivre, il n'est rien de plus permis pour la santé d'un vilain, aussi mécrétant soit-il, que d'être pendu sans avoir bu, au préalable, deux ou trois pines, du frais et du meilleur.

— Vous voulez boire ? rétorqua le juge, qui était de bonne composition, eh bien, mon ami, vous allez avoir du liquide tout votre comptant.

En disant cela, l'honorables magistrat fut pris d'un éclat de rire qui gagna tous les assistants, M^e Thomas compris, bien qu'il n'eût point entendu au clair un traître mot à ce qu'avait voulu dire l'homme de loi.

On lui encore une fois le patient sur le chevalet de torture et le juge, pâmé de gâté, fit des gestes d'intelligence à son compère le bourreau. Ce dernier disparut en se tenant le ventre d'allégresse et revint au bout d'un instant avec un broc de fer et un énorme entonnoir.

L'entonnoir fut placé bien confortablement dans la bouche de Thomas et M^e Bernard, le bourreau, se mit à verser dedans

le contenu de son broc, comme si on lui avait expressément recommandé d'emplir une barrique jusqu'à la botte.

Dès les premières gorgées, Thomas éternua. Puis il remua tant et si bien la tête, que le fâcheux entonnoir roula à terre et que le liquide fut rejeté loin de l'endroit auquel il était destiné.

Lorsqu'il fut redevenu entièrement maître de l'usage de sa langue, Thomas se mit à faire ses réflexions :

— Dites-donc, fit-il, de l'air grave d'un pape que ses cardinaux passent à l'étrière : mais c'est de l'eau que vous me faites boire ? Vous m'obligeriez bien, mes bons Messieurs, si vous vouliez me bailler la même quantité de vin en échange.

— Non, non, mon ami, dit le juge, vous n'aurez point de vin. Et quand le broc de M^e Bernard sera vide, nous le remplirons encore d'eau, à seule fin de vous en faire absorber incontinent le contenu.

— Dans ce cas, dit Thomas, alors tout contrit, je préfère avouer. Je n'ai pas envie que votre pendard de sirop de grenouilles me rende malade.

— En effet, mon hon Monsieur le juge, c'est votre humble serviteur qui a volé les poules de Maitre Martinaud, et c'est votre Seigneurie en personne qui les a mangées — un vendredi, je crois — avec la dispense de Monseigneur l'Archevêque, car j'ai vendu ces poules à votre tant aimable chambrière, qui m'en avait demandé une paire, pour le dîner que vous offrîtes ce même vendredi, au hono curé de votre paroisse.

FIN

— Et mon hon Monsieur le juge, c'est votre humble serviteur qui a volé les poules de Maitre Martinaud, et c'est votre Seigneurie en personne qui les a mangées — un vendredi, je crois — avec la dispense de Monseigneur l'Archevêque, car j'ai vendu ces poules à votre tant aimable chambrière, qui m'en avait demandé une paire, pour le dîner que vous offrîtes ce même vendredi, au hono curé de votre paroisse.

— L'entonnoir fut placé bien confortablement dans la bouche de Thomas et M^e Bernard, le bourreau, se mit à verser dedans

ETATS-UNIS

LE « MOISE DES NEGRES » EST CONDAMNE POUR ESCROQUERIE

New-York, 3 février. — Marcus Garvey, leader du parti pan-africain américain, qui s'était appelé lui-même le « président précurseur de l'Afrique », a été condamné hier à cinq ans de travaux forcés et une amende de 200 livres sterling pour escroquerie.

On sait que Marcus Garvey avait formé le projet de ramener en Afrique les noirs des Etats-Unis et de fonder un grand Etat nègre.

Il avait fondé dans ce but une société dont le capital devait servir à l'achat de steamer pour le transport des nègres et de matériel pour le nouvel Etat. Malheureusement, le « président » se contentait de vendre les actions, et la société n'exista jamais que sur le papier. Son procès avait attiré des milliers de noirs qui se pressaient aux environs du palais de justice et on y remarquaient notamment ses principaux collaborateurs revêtus d'uniformes élégants. Tout ce monde ne pouvait croire que le « Moïse des Nègres », ainsi qu'on l'appelle, ait pu commettre une indécence.

GRÈCE

L'INCIDENT GRECO-TURC

Athènes, 3 février. — Les journaux grecs de ce matin publient une déclaration donnée à la presse par le chargé d'affaires turc, expliquant le point de vue de la Turquie sur la question du patriarche œcuménique.

La Turquie regarde la question comme une affaire purement intérieure.

UN COMMENTAIRE DU « DAILY TELEGRAPH »

Le rédacteur diplomatique du *Daily Telegraph* écrit :

« Dans les meilleurs britanniques, le développement de la crise patriarcale entre Athènes et Ankara est suivie de près, et l'on considère comme probable que quelques démarches seront faites par les alliés signataires du traité de Lausanne. Mais on ne pouvait obtenir hier aucune confirmation précise à ce sujet. »

« La décision du gouvernement grec de recourir, comme il convient, à la procédure légale de Genève et de La Haye, est louée très chaleureusement. En outre, la position grecque du point de vue judiciaire est considérée généralement comme très forte. On souhaite sincèrement que de nouveaux incidents, qui pourraient être plus sérieux, puissent être évités. »

ITALIE

UN NOUVEAU NE DANS UNE MALLE

Ferrare, 3 février. — Trois paysans de Mesola, près de Ferrare, ont découvert un nouveau-né dans une malle déposée sur le bord de la route. L'enfant était habillé très richement et sous sa tête on découvrit une enveloppe contenant 150 livres st. et un billet avec ces mots : « Aimez cet enfant, prenez-en soin, quelqu'un veillera sur lui dans l'avenir ».

Les paysans croient que l'enfant a été abandonné par les occupants d'une luxueuse automobile qu'ils avaient vu passer quelques instants auparavant. Ils ont décidé de l'adopter.

PALESTINE

COMMENT LE DESERT DE LA TRANSJORDANIE SERA TRANSFORMÉ EN UNE TERRE FECONDÉE

Le professeur Passargo discute dans la *Revue Scientifique* la question de la Transjordanie au point de vue purement agricole et cinématique. Il rappelle que ce pays fut considéré autrefois comme l'un des territoires les plus féconds de l'univers, et de nos jours c'est une terre aride et complètement impropre à la culture. Le professeur allemand constate que depuis l'institution

LE LIBERTAIRE

tution de l'Islam, cette terre est desséchée et ne porte pas de fruits.

Dans ses recherches à élucider ce mystère, le professeur Passargo rappelle l'expédition de savants allemands en Egypte. D'après les remarques faites à l'époque de l'expédition par ces spécialistes, il y avait en Egypte, sous la couche de terre caillouteuse, un sol à la poussière fine et drue.

Il suffirait donc de déplacer le terrain, de creuser le niveau du sol pour atteindre une terre plus malléable et propre à la culture.

Un territoire qui fut dans l'antiquité le grenier des érétales de la région, ne saurait, pense le professeur Passargo, demeurer plus longtemps impropre à la culture.

Les réintégrations dans l'Enseignement

« L'amnistie signifie la réintégration... Si non le vote de l'amnistie par le Parlement serait une dérisoire... » Ainsi s'exprimait à la Chambre, le 31 décembre dernier, apporté par toutes les gauches, le garde des sceaux parlant au nom du gouvernement, avant le vote définitif de l'amnistie.

Or, un mois après cette déclaration, quatre des membres de l'enseignement bénéficiant de l'amnistie viennent seuls d'être réintégrés :

Hélène Brion, radiée des cadres en 1918, par suite de la propagande pacifiste de la Fédération des Syndicats d'institutrices et d'instituteurs dont elle était secrétaire, s'est venue enfin remplacer dans son école, à Pantin ;

Lucie Colliard, privée de son emploi à la même époque à cause de son action pacifiste, a été nommée institutrice adjointe dans un poste déshérité de la montagne de la Haute-Savoie ;

Louis et Gabrielle Bouet, le premier ayant été révoqué comme secrétaire de la Fédération des Syndicats de l'Enseignement en 1920, la deuxième sans motif l'année suivante, sont réintégrés dans une petite localité de Maine-et-Loire ;

Enfin, Julia Perifand, frappée dès le début de la guerre pour ses idées pacifistes, a reçu promesse de réintégration.

Les autres instituteurs et institutrices révoqués pour faits syndicaux ou politiques attendent encore. Neuf mois après la victoire électorale du cartel des gauches qui avait le droit syndical des fonctionnaires et la liberté d'opinion dans son programme, un mois après la promulgation de l'amnistie, F. Loriot, P. Berthelin, Mme Piédérive, Paul Laguise, Boin, Berthe Fouquer, Leplayre ne sont pas encore réintégrés.

Le vote de l'amnistie sera-t-il donc pour eux « une dérisoire », selon l'expression même du garde des sceaux ?

Déraillement d'un train omnibus

Montélimar, 3 février. — Cet après-midi, en gare de Montélimar, le train omnibus n° 218 venait de livrer passage au rapide n° 12 qui dirigeait sur Paris, lorsqu'en roulant, il dérapa et heurta la voie normale, il dérapa, l'aiguillage n'ayant pas été fait.

Une voiture de première classe du train omnibus se coucha sur les rails, obstruant les deux voies. Quelques voyageurs ont été blessés. Du matériel de secours fut demandé à Avignon.

La circulation est interrompue et les trains sont détournés sur la rive droite du Rhône.

Les mercantis se vengent

Mme Zilhardt, vendait à Meudon, dans son épicerie, du beurre fin au prix relativement modique de 7 fr. 40 la livre.

Les mercantis du lieu, furieux de la concurrence, le firent analyser par les soins du commissaire de police.

On constata qu'il n'était pas « fin », mais enfin qu'il contenait 40 % de beurre pur, et cela n'empêcha pas d'en interdire la vente.

Police et mercantis, ce ne fait qu'un.

Mais les ménagères de Meudon ne trouvent plus de « beurre fin » à bon compte.

Les mercantis se sont vengés.

Ils veulent, à tout prix, que la vie chère continue et que le consommateur soit toujours leur victime.

Manifestations nationalistes à Breslau

Berlin, 3 février. — Samedi soir ont eu lieu à Breslau des manifestations ultra-nationalistes et antirépublicaines où l'Ex-kronprinz a pris une part active.

Des discours incendiaires ont été prononcés contre l'exécution du traité de Versailles, contre les alliés en général et contre la France en particulier, ainsi que contre toute politique de conciliation à l'endroit des ennemis du Reich.

La foule a fait une ovation enthousiaste au kronprinz au-devant duquel se précipita, dès sa descente de voiture, pour lui baisser la main, publiquement, un haut fonctionnaire de la République !

LEURS DIVIDENDES

Nantes, 3 février. — Le manœuvre Athanase Lebel, 34 ans, travaillant sur le quai de Roche-Maurice au déchargement du charbon, a été coincé entre les tampons de deux wagons.

Il a succombé à l'hôpital.

Bar-le-Duc, 3 février. — En gare de Saône-en-Perthois, sur le chemin de fer d'intérêt local de Gué à Menancourt, un employé nommé Alphonse Enard, âgé de 35 ans, domicilié à Juvigny-en-Perthois, a été serré, au cours d'une manœuvre, entre un wagon et un tas de blocs de pierre. Il a eu la poitrine défoncée et est mort après plusieurs heures de souffrances.

Saint-Malo, 3 février. — Enseyvel sous l'éboulement d'un bloc énorme d'engrais, Hyacinthe Coyrry, 22 ans, a succombé.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

En peu de lignes...

Un garçon de 15 ans disparait

Mme Pernos,

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Autonomie

Le sort en est jeté !

Le 1^{er} janvier 1925, la vieille Fédération nationale des Travailleurs de l'Industrie du Bâtiment et des Travaux publics de France et des Colonies est entrée dans l'autonomie.

A quoi attribuer cette nouvelle attitude, et pourquoi les gars du Bâtiment viennent-ils de quitter la C.G.T.U.? Il ne faut pas remonter bien loin pour en connaître les causes.

La vieille Fédération a une histoire et un passé dignes du syndicalisme. Reformée en 1907 par la fusion de Fédérations de métiers et de son ancêtre fédéral en bâtiment, elle est sortie grande, puissante, nombrueuse, triomphante, du Congrès unitaire de Paris, repoussant la pionnière politique par l'article 2 de ses statuts et saluant dans une ferme proposition la charte d'Amiens et le syndicalisme révolutionnaire.

La Fédération du Bâtiment avait donc décidé que la politique, quelle qu'elle soit, ne devait avoir rien de commun avec l'idéal syndicaliste.

Le syndicalisme c'était donc la transformation de la société capitaliste actuelle en une société nouvelle, toute de bien-être et de liberté, par l'abolition du salariat et du patronat ; c'étaient les directives mêmes de la Fédération du Bâtiment. Malheureusement, si la C. G. T. adopta, après la honteuse guerre, la collaboration de classes, la C.G.T.U. également ne suivit pas la ligne de conduite de ses premières heures, car cette dernière, liée à l'I. S. R., ne tarda pas à se jeter dans les bras de la politique du Parti communiste, reniant ainsi la charte du syndicalisme, par les déclarations des membres de son bureau au Congrès de Bourges.

Dès lors, la Fédération du Bâtiment, restée syndicaliste, ne voulut pas accepter de directives antagonistes, et elle ne put admettre que les politiciens dirigent les destinées des syndicats par l'intrusion de commissions syndicales en leur sein. Aussitôt une guerre sourde fut menée contre elle, et c'est devant des incidents douloureux, des calomnies et des lâchetés, qu'elle fut amenée à entrevoir l'autonomie, comme la seule condition admissible pour sauver l'indépendance du syndicalisme et la charte d'Amiens menacée.

Est-ce à dire que l'autonomie est la seule condition possible qui puisse conduire les travailleurs à leur émancipation intégrale ? Non. Mais l'autonomie fédérale, tout en étant une position d'attente, fera mieux

connaitre aux gars du Bâtiment que le féodalisme est la base même de la structure organique d'une société du travail. Elle apprendra que les syndicats doivent se gouverner eux-mêmes en toute liberté et que leur souveraineté ne peut être violée par aucun organisme centralisateur. Elle apprendra aux syndicats et aux unions locales (les seules qui devraient être reconnues comme la base du syndicalisme) leur droit de souveraineté en dehors d'Etat centralisé et que les communes syndicalistes deviennent libres et autonomes dans le féodalisme, formant des petits républiques qui s'administreront elles-mêmes, qui pourront contracter ensemble des ligues permanentes, sans relever d'aucune autorité supérieure et qui feront disparaître l'absurdité des nations, formant ainsi la grande Confédération mondiale des communes syndicalistes.

Si l'individu, face aux lois de la nature, doit jouir de son indépendance, de sa liberté, de son autonomie morale et intellectuelle, le Syndicat et l'Union locale ont cette même raison, pour être.

Dans l'antiquité, on accordait le droit d'autonomie à quelques cités romaines. Cette faculté était considérée comme un grand privilège et une haute distinction.

Aujourd'hui, devant la nouvelle situation qui lui est faite, la Fédération du Bâtiment se croit en devoir de posséder cette distinction, ce privilège d'autonomie, du fait qu'elle voit le syndicalisme s'enliser de plus en plus dans la boue politicienne pour sauver son idéal et son action d'antan.

L'autonomie pour la Fédération est un droit que celle-ci prend quand sa vie même est menacée par des éléments intéressés. Il y a trop longtemps que les partis politiques conviennent à absorber la vie des organisations syndicales, et s'en servir de tremplin électoral ou autre pour que les travailleurs vraiment syndicalistes ne mettent pas une barrière et empêchent ces partis d'y pénétrer à nouveau. Le syndicalisme aujourd'hui est une théorie économique et sociale qui peut se passer de la politique et des politiciens pour faire ses propres affaires.

Que tous les travailleurs comprennent cela et les gars du Bâtiment, les syndicalistes pourront œuvrer ensemble sur un seul terrain, le terrain économique où tous les salariés seront susceptibles de se rencontrer,

de s'unir, de s'éduquer, de devenir forts et conscients pour fonder au plus vite la Cité syndicaliste du travail.

Puisse l'autonomie fédérale arriver à ce but pour l'avenir de l'Unité syndicaliste.

P. JOUTEAU.

des chantiers municipaux là où on devrait se faire un devoir de faire respecter la loi. Il n'est pas douteux que le tâcheron tire de cette source un bénéfice immoral et illicite en imposant des journées plus longues, pendant lesquelles s'exécute, dans des conditions anormales, le travail à effectuer.

Le S.U.B. avait cru devoir déjà signaler toutes ces infractions et violations du cahier des charges. Il avait également demandé qu'elles cessent au cours d'une démarche qui lui fit le 5 décembre 1924 auprès de la Direction des Travaux de la Ville de Paris.

Nous savons qu'une circulaire sans numéro de décembre 1924, fut adressée aux architectes de la Ville de Paris, en les invitant à s'assurer du respect du cahier des charges. Cette circulaire leur rappelait les sanctions prévues au titre III du cahier en cours.

Malgré ce rappel, nous croyons savoir, d'une part, qu'aucun rapport relatant les faits que nous vous signalons ne vous a pas encore été adressé.

Comme nous savons également, d'autre part, que les surveillants sont démunis de tous moyens d'action.

Le Syndicat Unique du Bâtiment porte à nouveau ces faits à votre connaissance, en assurant la commission de contrôle qu'il se tient à sa disposition pour lui apporter les preuves des faits indiqués dans ce rapport.

Dans l'espoir de voir cet état de choses, éminemment préjudiciable aux intérêts de la Ville et à ceux de nos corporatis, cesser au plus tôt, agréez, Monsieur le Président, l'assurance de notre parfaite considération.

Le Secrétaire, POMMIER.

Note supplémentaire. — Nous croyons devoir vous ajouter que les travaux de la Porte d'Orléans sont exécutés par un tâcheron, que la journée de huit heures n'est pas respectée. Même observation pour la Porte de Versailles, où le tâcheron est installé, et à ce sujet je tiens à votre disposition des lettres faisant foi des affirmations contenues ci-dessus.

Copie d'une lettre adressée par l'Entreprise Générale de Carrelages Anciaux, Haret et Cie (Société en commandite simple, capital 1.000.000 de francs). Siège social, 12 bis, quai Cavélier-de-la-Salle, Rouen :

"Rouen, 10 janvier 1925.

"Monsieur Zehner Albert, carreleur-faïencier, 9, allée Faïherbe, à Gargan (Seine-et-Oise).

"Monsieur,

"Faisant suite à votre demande, nous vous informons que vous pourrez vous adresser à nos chefs tâcherons, MM. Aubignon et Eck, Foire de Paris, Restaurant Porte de Versailles, entrée du chantier boulevard Lefebvre.

"Nous vous prions d'agréer, etc. »

Dans le S. U. B.

Serrurerie et Construction métallique. — Notre corporation subit à l'heure présente une crise d'assecissement, inconnue jusqu'à ce jour. Dans toutes les boîtes, c'est à qui courbera le plus l'échine et subira le mieux l'arrogance du patron.

Aussi les salaires soient-ils bien bas, par rapport au coût de la vie et les heures se font en abondance.

Cela va-t-il se continuer bien longtemps ? Les serruriers vont-ils enfin relever la tête et passer de l'indifférence à l'action pratique. Nous ne pouvons en préjuger mais nous devons redoubler d'activité afin de dessiller les yeux des inconscients.

Pour envisager les méthodes de propagande et d'action les meilleures, tous les camarades seront présents à l'Assemblée générale, le 8 Février à 9 heures du matin, Petite Salle de Grève, Bourse du travail.

Que les camarades fassent le nécessaire autour d'eux, afin d'assurer le succès de cette réunion.

Le Conseil de Section.

Section technique des Charpentiers en fer, Monteurs, Levageurs et Riveurs de la Seine. — Devant l'augmentation croissante du coût de la vie, allons-nous rester indifférents ? Nous disons non, ce n'est pas possible.

Aussi pour examiner cette situation et les moyens d'y remédier énergiquement, nous convions toute la corporation, syndiqués ou non, à assister en masse à l'Assemblée générale qui aura lieu le Dimanche 8 Février, à 9 heures du matin, salle Fernand Pelloutier, 8, avenue Mathurin-Méheut, Maison des Syndicats, (métro Combat.)

Nous espérons que cet appel sera entendu et nous complétons sur la présence de tous les ferrailleurs parisiens.

Pour le Conseil,

Le Secrétaire, A. REITZER.

N. B. — Les adhésions, les cotisations, et la carte 1925 seront reçues et délivrée à cette assemblée.

Aux Maçons, Limousinants, Démolisseurs et aides. — Camarades, il faudrait retourner loin dans le passé de nos Corporations pour trouver une situation telle que celle que nous subissons à l'heure actuelle.

Les salaires sont de beaucoup inférieurs au coût de la vie, et nous pouvons constater que les denrées de première nécessité augmentent journallement et que les salaires sont stabilisés à un taux très inférieur.

D'autre part, la journée de huit heures qui a été appliquée cet hiver par la force des choses, va être à nouveau violée et nos patrons vont tenter de nous imposer neuf et dix heures de travail, comptant en cela sur la passivité de nombreux travailleurs qui préfèrent faire des heures supplémentaires au lieu de revendiquer fièrement un salaire leur permettant d'apporter le nécessaire à leur famille.

Le tâcheron est à nouveau appliqué, diminuant la dignité du travailleur, car le travail à la tâche est la négation même du travailleur intelligent en transformant ce dernier en machine à produire.

Assistez tous à la grande réunion corporative du Dimanche 8 Février, à 9 heures du matin, salle Jean-Jaurès, Bourse du travail.

Les adhésions et cotisations seront reçues à cette réunion.

Aux terrassiers,

Devant la situation qui nous est faite nous devons nous situer.

La nouvelle orientation prise par notre syndicat c'est la mort de ce qui faisait la fierté des Terrassiers, l'arme la plus puissante que possédaient les ouvriers.

Il nous faut réagir et essayer de sauver ce que nous pourrons des ruines.

La Ligue des militants syndicalistes de la Terrasse vous convient pour le Samedi 7 Février, salle Bondy, de 17 h. à 20 heures pour examiner la position à adopter contre la majorité d'enquêtes qui vont prendre la direction de notre organisation.

La Ligue des Militants syndicalistes de la Terrasse.

Communiqués syndicaux

Fédération Nationale du Bâtiment. — Réunion de la Commission exécutive, ce soir, à 20 h. 30 précises, au siège.

Syndicat Autonome de l'Ameublement. — Réunion du Conseil ce soir, au siège, 3, rue Paul-Bert.

Les camarades sont priés de se renseigner sur les maisons qui embauchent et d'apporter ces renseignements ce soir.

Fédération Autonome des Chemins de Fer. — Réunion de la Commission exécutive provisoire demain jeudi, à 20 h. 30, salle Raymond-Léveillé.

Syndicat Autonome des Ouvriers en Chaus- sures. — Réunion du Conseil ce soir, à 20 heures et demie, 4, rue Ménilmontant.

Jeunesse Syndicaliste des 10^e et 19^e. — Réunion ce mercredi soir, à 20 h. 30, coopérative "La Solidarité", 15, rue de Meaux.

Conférence sur "les Anarchistes dans la Société". — Que tous les membres du Groupe soient présents. Lire demain et vendredi l'adresse de la nouvelle salle.

Groupe du 15^e. — Réunion ce mercredi soir, à 20 h. 30, rue Mademoiselle, 85.

Conférence sur "l'Évolution de la Société". — Inviter le camarade Fournier et le camarade Marcel.

Nous avons constitué une petite bibliothèque et les amis qui voudraient en profiter peuvent nous demander les livres que nous possédons.

De même ceux qui voudraient nous faire don de livres qu'ils ont déjà la seront les bienvenus.

Tous les lecteurs du journal sont cordialement invités à nos causeries du mercredi.

Groupe du 20^e. — Demain jeudi, à 20 h. 30, rue de Ménilmontant, 4, Conférence par Louis Loréal : « Esquisse d'une Société anarchiste ».

Conférence in Lingua italiana. — Si avverto i compagni italiani che per iniziativa del Gruppo Anarchico Internazionale, giovedì sera, 5 febbraio, alle ore 20.30, nella sala dell'Egitto, via de Sambra-et-Meuse, si svolgerà una discussione in contradditorio tra i compagni Armando Borgi ed Auro d'Arcola sul tema : « Sindacalismo, partitismo e individualismo nell'Anarchismo ».

Groupe Libertaire de Villeneuve-Saint-Georges et environs. — Dans sa réunion du 31 janvier dernier, le Groupe a définitivement arrêté les principes nécessaires à sa marche.

Il a été décidé, en outre, que les recettes provenant des cotisations mensuelles libéralement versées par les copains seraient dispensées ainsi que suit : un quart à l'U. A., un quart à la F. A. et la moitié au Groupe.

Tous les lecteurs du « Libertaire » se feront un devoir d'assister à la réunion bimensuelle qui aura lieu le samedi 14 février, salle de l'Ancienne-Mairie, à 20 h. 30.

Groupe de Bagnolet. — Vendredi 6 courant, au local habituel, causerie par le camarade Grandcœur sur « les Bagnes d'enfants ».

Invitation cordiale à tous les sympathisants.

Groupe de Libre-Pensée et d'Etudes Sociales de Bezons. — Réunion demain jeudi, à 20 heures et demie, salle Ancienne-Mairie.

Compte rendu du Congrès.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — En saison du meeting, organisé vendredi 6 courant pour Sacco et Vanzetti, salle de la Légion-d'Honneur, la réunion du Groupe aura lieu demain jeudi, Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Compte rendu du C. I. et du meeting de dimanche dernier.

Présence indispensable

Groupe de Bourg-la-Reine. — Réunion samedi 7 courant, à 20 h. 30, café du Centre, 80, Grande-Rue, à Bourg-la-Reine. Sujet : « Lutte contre le Fascisme ; Moyens à envisager ».

Les camarades de Châtillon-sous-Bagneux sont particulièrement invités.

Groupe Féminin. — Ce soir, causerie par Marcelle Weill, sur « la Femme à travers les âges », à la Solidarité, 15, rue de Meaux, à 20 heures et demie.

Province

Groupe « Prométhée », Avignon. — Réunion demain jeudi, à 20 h. 30, au bar Léon, place Pie.

Groupe Libertaire de Bordeaux. — Vendredi, à 21 heures, bar des Sports, 35, rue des Augustins.

Discussion sur "l'Attitude des Anarchistes dans les syndicats".

La Charte d'Amiens est-elle périmée ?

Orateurs : Fermis, Bassuler, Antignac.

Appel à tous les sympathisants.

Camarades, notre causerie dernière fut intéressante à tous les points de vue : d'abord par le retour de camarades qui, depuis quelque temps, ne donnaient plus signe de vie, et surtout par l'exposé que nous fit notre camarade Antignac sur le passé du syndicalisme, son présent et son avenir. Le sujet n'est pas épousé. Appel est fait pour vendredi 5 courant, à tous les anarchistes syndicalistes, communistes.

Aprenez le chemin de notre Groupe, où existe la plus franche camaraderie, où la discussion est toujours libre.

Groupe « Travail » de Tarbes. — Devant la démission de certains membres et la carence de presque